

L'« islamophobie » est-elle une illusion ?

Les violences et injures contre les Français de confession musulmane et les institutions qui les représentent se multiplient en France. Peut-on parler d'« islamophobie » ? Employé pour désigner un racisme antimusulman, ce terme est contesté. Si certains considèrent son usage légitime, d'autres y voient un amalgame entre « race » et religion, et une tentative de faire taire toute critique de l'islam. La laïcité garantit pourtant la liberté d'expression quant à ces questions. Peut-on véritablement parler de haine antimusulman ? Certains croyants sont-ils stigmatisés ou cherche-t-on à exonérer cette religion de toute remise en question ?

■ Une posture victimaire La société ne peut en être otage

Gilles Kepel

Politologue et professeur à Sciences Po

Le 15 octobre, pour la première fois dans l'histoire de la République, un premier ministre en exercice s'est rendu à la Grande Mosquée de Paris, à l'occasion de l'Aïd el-Kébir, la grande fête du calendrier islamique. Dans une brève allocution, Jean-Marc Ayrault s'est adressé aux millions de nos compatriotes fidèles de ce qu'il a nommé « une grande religion de France » pour leur présenter ses vœux. Il leur a rappelé « la détermination du gouvernement à faire respecter la liberté de conscience et le libre exercice des cultes, qui comptent parmi les fondements de notre nation (...) dans le respect des lois de la République, de la laïcité et des convictions de chacun ».

Ces propos prennent tout leur sens alors que des polémiques sur la place de l'islam dans notre pays battent leur plein en France. Tandis que, d'un côté, on prophétise le malheur de notre identité nationale face à des forces qui voudraient la dissoudre au nom d'une conception vindicative d'un islam exacerbé par le salafisme et exalté par le djihad, on multiplie de l'autre les incantations contre une « islamophobie » que les élites françaises seraient coupables de propager, avatar post-moderne de l'antisémitisme dont les musulmans seraient désormais les victimes par excellence.

Ce débat est basé sur des prémisses fausses. L'idéologie s'y est substituée à l'observation raisonnée de la réalité de la France d'aujourd'hui. Elle ne sert à ceux qui forcent ainsi le trait qu'à construire des positions de pouvoir dans le champ intellectuel pour les premiers, religieux pour les seconds, afin de mobiliser des soutiens politiques sur une base identitaire à l'occasion des prochaines échéances électorales notamment. Et ces politiques identitaires, qui assignent à nos concitoyens des appartenances figées à partir de déterminants confessionnels, sont la négation même du pacte laïque qui est aux fondements des valeurs de la République. Car elles veulent nous confiner d'un côté ou de l'autre d'un « choc des civilisations » promu en ligne de faille de notre nation, en lieu et place de ses fractures sociales.

On ne saurait nier que des phénomènes préoccupants pour notre civilisation se sont récemment produits. D'un côté, l'affaire Merah de mars 2012 a rappelé que le terrorisme d'inspiration djihadiste savait toujours faire des adeptes notamment dans les banlieues. Et dans celles-ci, les préceptes du rigorisme salafiste, fondés sur une rupture en valeurs avec la culture politique de la France laïque, corsètent des individus en perdition face aux malédictions du chômage et à la prégnance croissante de dealers. De l'autre côté, ont eu lieu des agressions contre des personnes, et notamment des femmes qui portaient sur leurs cheveux le voile que prescrivent les divers mouvements de réislamisation, mais qui ne contreviennent pas à la loi ;

des profanations contre des mosquées se sont produites, des attentats ont été évités de justesse. Lorsque des délits ou des crimes sont commis, la loi doit être appliquée pour en rechercher et réprimer les auteurs – le premier ministre l'a rappelé solennellement en se rendant à la Grande Mosquée de Paris à l'occasion des vœux de l'Aïd el-Kébir. Et lorsque des élèves d'une école juive ou des militaires sont assassinés au nom du djihad, les coupables doivent être poursuivis et condamnés.

Une nouvelle génération

La gravité de ces faits ne saurait fournir prétexte à diviser notre société en deux camps identitaires dont chacun se drape dans les habits de la victime et rejette l'autre dans le camp des coupables. La dénonciation tous azimuts de « l'islamophobie » est aussi, dans le débat actuel, une ressource victimaire dont se servent certains acteurs politico-confessionnels afin de souder une communauté sous leur houlette et d'exercer leur hégémonie sur ses membres au nom de ce slogan mobilisateur. Les événements d'Argenteuil ou de Trappes cet été, notamment, sont intervenus au moment où une sorte de « coup d'Etat » dans l'islam de France, mené par les mêmes acteurs qui dénoncent sans relâche l'islamophobie, parvenait à reculer d'un jour la date du début du ramadan qu'avait fixée le Conseil français du culte musulman – précipitant ainsi la faillite de cette instance portée sur les fonts baptismaux par l'ancien président Nicolas Sarkozy, et se posant en alternative de combat pour exercer le leadership sur l'islam de France.

Nos compatriotes, musulmans ou non, méritent mieux que ces débats qui veulent les prendre en otage de causes particulières. Et c'est ce que montre, dans la réalité, le phénomène remarquable et tout récent de la participation très importante à la vie politique, après les émeutes de 2005, d'une nouvelle génération de jeunes issus de l'immigration, dont les familles venaient en majorité de pays musulmans du sud de la Méditerranée. Ce sont ces milliers d'élus municipaux ou régionaux, ces centaines de candidats aux dernières élections législatives de juin 2012, qui sont en train, en s'emparant pleinement de leurs droits de citoyens, de transformer l'identité des populations au sein desquelles s'exprime l'islam de France. Les dix mille voix, dont beaucoup de jeunes qui votaient pour la première fois, que la sénatrice Samia Ghali a recueillies sur son projet citoyen au second tour de la primaire socialiste à Marseille, sont un phénomène bien plus important pour le devenir de notre société que les vociférations des petits prophètes de l'identité et de la phobie. ■

GILLES KEPEL est l'auteur de *Passion arabe* : Journal, 2011-2013 (Gallimard, 496 pages, 23,50 euros). Il vient de réaliser avec l'Institut Montaigne une étude sur le renouvellement de la vie politique dans les quartiers populaires, à paraître au printemps 2014.



ILLUSTRATION : CHLOÉ POIZAT

■ La France refuse les mutations du monde

Saida Ounissi

Doctorante à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne

Comme de nombreux Français, je suis toujours surprise par la façon dont la question du voile est traitée dans l'espace public. A plus forte raison quand on accuse celles qui le portent d'être indirectement responsables de la violation de leurs droits. Il ressort de cette dialectique un « finalement, elles l'ont bien cherché », qui me rappelle les accusations que l'on porte à l'encontre des victimes d'agressions sexuelles. En somme, elles feraient mieux de l'enlever plutôt que risquer de provoquer le rejet dont elles ont le toupet de se plaindre.

Nous avons aujourd'hui besoin d'un nouvel équilibre social. Il n'est pas réaliste de penser qu'une société qui a connu des changements aussi profonds puis-

éclairé de se conformer, ou pas, à cette pratique. Nous touchons donc ici à la relation que chacun entretient avec le divin. La spiritualité relève de l'intime, la pratique religieuse, elle, peut s'exprimer publiquement. Elle est d'ailleurs consacrée dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. La récente décision de la Cour de cassation dans l'affaire dite Baby Loup réaffirme l'importance de la liberté religieuse qui, bien qu'elle soit sévèrement encadrée, n'en demeure pas moins un droit fondamental protégé.

Personne ne nie que le port du voile est un phénomène qui prend de l'ampleur et il peut être expliqué par l'évolution sociologique des musulmans, qui se réapproprient leurs sources religieuses en tentant de concilier le temporel et le sacré. L'irruption d'une visibilité religieuse dans une société séculaire est créatrice de tension et de conflit.

Depuis une quinzaine d'années, la question du voile revient dans le débat sans qu'un dialogue sain soit établi. Que l'on donne enfin la parole à celles qui défrayent la chronique, pour partager autour de cette question qui crée tant de crispations et de peur irrationnelle. Cela permettrait de donner une voix à celles que l'on préfère appréhender par leur physique plutôt que par leur esprit. On se rendrait alors compte que la plupart d'entre elles tentent de trouver des solutions pour marier convictions religieuses et vie quotidienne au lycée, à l'université et au travail. En tant qu'étudiantes, femmes actives ou mamans, nous sommes de plus en plus confrontées aux jugements et aux discriminations, et c'est là le cœur du problème.

Loin de moi l'idée de tomber dans un discours victimaire, mais les choquantes agressions de cet été montrent à quel point les femmes musulmanes portent déjà sur leur corps les traces d'une stigmatisation menée en premier lieu par la classe politique. Ce qu'un esprit forgé au sein de l'école républicaine ne peut accepter, c'est que nos droits soient pris en otage pour des raisons basement électoralistes.

Finalement, on fait porter à ce foulard beaucoup de responsabilités. Or, il n'est pas opportun de faire croire qu'en mettant ce voile « dans notre poche », pour paraphraser Tareq Oubrou, nous allons résoudre les problèmes économiques, lutter contre les inégalités et assurer le plein-emploi en France.

Il est plus que nécessaire d'éduquer les jeunes générations à accepter l'autre dans sa différence, qu'elle soit culturelle, religieuse, ethnique ou sexuelle. Les dignitaires religieux, aux côtés des enseignants, des éducateurs et de tous ceux chargés de la transmission du savoir, devraient se faire les ambassadeurs de la coexistence pacifique et du respect des libertés individuelles plutôt que culpabiliser des femmes qui font déjà les frais d'une islamophobie galopante. ■

L'irruption d'une visibilité religieuse dans une société séculaire est créatrice de tension et de conflit

se toujours fonctionner selon des règles et des usages inadaptés à une population en constante évolution dans un monde en transformation.

Cependant, il est aberrant de croire que ce nouvel équilibre va se faire par la réduction de la visibilité des musulmans, car cela reviendrait à remettre en question ce qui fait l'essence même de nos sociétés démocratiques : la liberté de choisir. Choisir ses convictions, ses idées politiques, son orientation sexuelle, ses représentants.

Tareq Oubrou, dans une tribune (*Le Monde* du 3 octobre), use de sa position d'imam et emprunte le chemin de la théologie pour appeler les femmes musulmanes à se dévoiler. Mais si nous nous aventurons sur ce terrain, il semble important de lui rappeler que la question du voile est traitée dans un ensemble de versets coraniques où les femmes sont exhortées à porter le voile. Inutile de gloser indéfiniment sur le sujet, le propos est clair. L'imam de la mosquée de Bordeaux n'est pas sans savoir que, dans la hiérarchie des normes, les versets coraniques sont suffisants à fonder une prescription religieuse, à plus forte raison quand l'énonciation des mêmes versets est limpide. La problématique se situe plutôt au niveau de la conviction. Chaque musulman doit faire le choix

■ Petites leçons pour éviter tout amalgame

Pierre-André
Taguieff

Philosophe, historien et politologue,
directeur de recherche au CNRS

L'emploi du mot « islamophobie » en France a empoisonné l'espace des controverses. Ce terme devrait être utilisé pour désigner les appels à la haine, la discrimination et la violence visant les musulmans et/ou leur religion. L'islamophobie ne se réduit pas à un phénomène d'opinion. Elle se manifeste aussi dans les discriminations ou agressions physiques. Elle peut être comprise comme une forme d'hétérophobie visant une communauté de croyants transnationale.

Or, depuis les années 1980, le mot « islamophobie » est employé pour désigner toutes les formes d'examen critique de l'islam, voire de l'islamisme. C'est là confon-

dre la critique et l'appel à la haine. Les usages stratégiques du mot « islamophobie » par les islamistes rendent ce mot difficilement utilisable. Mais remplacer « islamophobie », jugé trop connoté, par « racisme antimusulmans » ou « musulmanophobie » ne changerait rien. Ces expressions seraient exploitées par les mêmes milieux islamistes avec les mêmes objectifs.

Vu l'acuité du débat, il serait de bonne méthode d'énoncer quelques thèses élémentaires sur l'islam dans ses rapports avec l'islamisme et l'anti-islamisme :

L'islam n'est pas l'islamisme.

Il y a des islams et des islamismes ; parler de « l'islam » ou de « l'islamisme » est une commodité de langage, qui donne prise à des interprétations essentialistes naïves ou intéressées ; les islamistes se réfèrent cependant aux mêmes textes fondateurs que les musulmans non islamistes, d'où l'effet de légitimité dont ils jouent.

Un islamisme est le produit d'une politisation d'un islam dont l'objectif est de refondre l'ordre social non musulman ou « insuffisamment » musulman. Tout islamisme a pour objectif d'instaurer un

ordre politico-religieux impliquant l'établissement de la charia, comprenant le traitement des non-musulmans comme des êtres inférieurs, l'obligation du port du « voile » pour les femmes et la normalisation du djihad, « offensif » et « défensif » ; l'horizon lointain est l'établissement d'un califat à l'échelle mondiale.

Les groupes islamistes visent à établir un émirat, une république ou un califat islamique, ce dernier pouvant s'élargir en un empire islamique universel ; certains idéologues islamistes, s'inspirant du léninisme, ont théorisé une telle stratégie de conquête ; les ordres politiques présentent tous les caractères d'une dictature.

Les islamistes recourent à plusieurs méthodes, violentes ou « douces », pour mener à bien la conquête du monde non musulman ou « l'islamisation » des sociétés non musulmanes : prosélytisme, guerre culturelle, refus des lois et des traditions des pays d'accueil, pressions exercées sur les acteurs politiques, menaces contre des personnalités hostiles à l'islamisme, actions terroristes accompagnées de mises en spectacle conçues com-

me des actes de propagande.

Les politisations de l'islam, qui prennent souvent la forme de « fondamentalismes révolutionnaires », sont incompatibles avec les sociétés démocratiques.

Le rejet de l'islamisme dérive à la fois du spectacle répulsif offert par le terrorisme qui ravage le monde et du refus de vivre dans des dictatures.

L'anti-islamisme n'a rien à voir avec ce qu'on appelle improprement l'« islamophobie », catégorie d'amalgame qui confond la critique intellectuelle des dogmes de l'islam, la critique politique et morale de l'islamisme et l'appel à la haine contre les musulmans.

Les islamistes ont intérêt à faire croire que les anti-islamistes sont « islamophobes », et, plus largement, que tout examen critique de l'islam ou du monde musulman exprime une « islamophobie » plus ou moins dissimulée. Le vrai problème ne tient pas au fait que la menace islamiste ne serait pas reconnue – le déni paraîtrait incongru –, il réside dans la sous-estimation du phénomène. Depuis le début des années 1990, de singuliers prophètes

annoncent la fausse bonne nouvelle suivant divers refrains : ceux de l'« échec », du « déclin » ou de la « fin » de l'islamisme radical. Or, en règle générale, ceux qui sous-estiment la menace islamiste sont aussi ceux qui dénoncent « l'islamophobie » avec le plus de véhémence.

L'anti-islamisme est une réaction de défense légitime des sociétés démocratiques ou pluralistes.

Les musulmans non islamistes sont diabolisés et menacés par les islamistes, tout comme les musulmans qui ont une attitude critique envers l'islam et appellent à une révision des dogmes ou à une libre interprétation des textes de référence.

Les musulmans hostiles à l'islamisme sont les alliés naturels des anti-islamistes non musulmans.

Les anti-islamistes sont des combattants de la liberté, des défenseurs du principe de laïcité. C'est pourquoi ils sont la cible principale des islamistes et de leurs alliés. On peut voir dans ces débats convulsifs fondés sur des questions mal posées l'expression particulière d'une guerre culturelle planétaire. ■

■ Une idéologie rance et raciste abritée derrière un masque humaniste

Thomas Deltombe

Éditeur et journaliste

En cet automne 2013, on a pu croire que l'ère du déni était terminée. Après la série d'agressions antimusulmanes de cet été, deux livres venaient rappeler que l'islamophobie n'est pas un fantasme : celui du journaliste Claude Askolovitch, dont le titre, *Nos mal-aimés. Ces musulmans que la France ne veut pas* (Grasset, 280 p., 18 euros), indique que son auteur, jadis moins lucide, a rompu avec le petit milieu qui prospère sur la haine des musulmans ; et celui des sociologues Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »* (La Découverte, 300 p., 21 euros), qui fait le point sur les recherches menées depuis une dizaine d'années, en France et ailleurs, sur ce racisme New Age.

On dut pourtant rapidement déchanter. Car la machine islamophobe, si puissante, si violente, se remit immédiatement en branle. Après avoir reconnu qu'il existait un « racisme antimusulman », la polémiste Caroline Fourest précisa sur France Culture que ce racisme était l'exclusivité de quelques excités et nia toute validité au concept d'« islamophobie », qu'elle incarne pourtant parfaitement.

Les hebdomadaires ressortirent de leurs tiroirs leurs éternels « intégristes » qui, coupables de tout, permettent aux éditorialistes de rameuter les troupes. Il est urgent de « combattre », exhorte Christophe Barbier en préambule du énième dossier que *L'Express* consacre au « communautarisme » (8 octobre).

L'événement qui peut être considéré comme l'acte de naissance de l'islamophobie en France s'est produit en janvier 1983. Confronté à un vaste mouvement social dans une industrie automobile en crise, le gouvernement « socialiste », décidé à ne rien céder aux ouvriers, discrédita les grévistes, dont beaucoup étaient immigrés, en les assimilant aux mollahs iraniens. « Des grèves saintes d'intégristes, de musulmans, de chiites ! », s'enflamma le ministre de l'intérieur.

Le stratagème provoqua quelques remous à gauche. *Le Nouvel Observateur* dénonça cet « anti-islamisme indistinct » qui « conduit à voir en chaque musulman un complice virtuel de Khomeyni ». Quant à *Libération*, il y vit le prélude d'un raz-de-marée « raciste ». Malgré ces avertissements, l'entourloupe fonctionna. La presse obéissante fit ses choux gras des « intégristes » en col bleu. Satisfaites, la droite et l'extrême droite constatèrent qu'il était plus efficace, pour insulter les « bougnoules » de les appeler « musulmans ».

Car telle est la fonction de l'islamophobie : encoder le racisme pour le rendre imperceptible, donc socialement acceptable. C'est cette machine à raffiner le racisme brut, lancée par les socialistes en 1983, qui tourne à plein régime depuis trente ans, à gauche comme à droite. On ne parle jamais de « bougnoules » à la télévision et dans la presse, et assez peu d'Arabes et de Noirs.

Mais on diffuse à flux continu des reportages où se déverse un magma confus de « musulmans », d'« islamistes » et autres « communautaristes ». Rien de raciste, bien sûr ! C'est simplement que ces gens-là posent « problème », nous dit-on, car ils menacent la « République », la « laïcité », le « féminisme », le « vivre-ensemble ».

Ainsi encodé, ce racisme raffiné, produit dans les beaux quartiers, imprimé dans les journaux, mis en scène à la télévision, propagé sur Internet, se dissémine dans toute la société. Laquelle, ainsi habituée à vivre dans un mélange de peur identitaire et d'angoisse sécuritaire, est sommée de traquer les voiles litigieux, de mesurer les poils de barbe et de signaler le moindre « colis suspect ». Attentifs ensemble !

Ce racisme raffiné, produit dans les beaux quartiers, imprimé dans les journaux, mis en scène à la télévision, propagé sur Internet, se dissémine dans toute la société

Alimentée depuis trois décennies par des bataillons d'éditeurs, l'islamophobie est devenue une arme psychologique redoutable. Les premières victimes sont bien sûr « musulmanes », ou supposées telles. Suspectées, disqualifiées, déshumanisées par la propagande néo-raciste, elles sont d'autant plus « légitimement », et parfois légalement, discriminées, exclues, arrêtées ou agressées qu'on en a fait des « objets phobogènes », comme disait le psychiatre Frantz Fanon.

Mais derrière les musulmans, la cible est plus large : l'islamophobie est devenue l'arme secrète d'une guerre sociale diffuse. Par effraction, ce racisme sans race, cette haine respectable, installe dans nos têtes l'idée d'une société assiégée, allergique à la nouveauté, à l'étrangeté, à la pluralité. Derrière son masque « humaniste », parfois même « antiraciste », cette idéologie rance ne rejette pas seulement les musulmans, elle chasse aussi les Roms, fabrique des « clandestins », protège les privilégiés contre les « parasites », quels qu'ils soient.

En 1984, un an après la manœuvre anti-ouvrière du gouvernement socialiste, le Front national reportait ses premiers succès électoraux, lors des scrutins municipaux et européens. En 2014, le parti lepéniste est déjà assuré d'un nouveau triomphe. Mais ceux qui nourrissent la bête depuis trente ans n'y sont pour rien. C'est la faute aux « intégristes » ! ■

■ L'islam doit être critiqué

Pascal Bruckner

Essayiste et écrivain

On le sait, depuis les régimes totalitaires, les langues, elles aussi, contractent des maladies qui peuvent les corrompre. « Islamophobie » fait partie de ces mots toxiques qui brouillent le vocabulaire et le dénaturent. Forgé par des administrateurs coloniaux français, au début du XX^e siècle, pour protéger leurs « sujets indigènes » de toute contagion moderniste, il resurgit dans le discours public, au tournant de la révolution iranienne. Mais avec un autre sens : soucieux d'accéder à la dignité de l'antisémitisme, il tend à faire de l'islam un objet inaccessible à la critique, sous peine de poursuites. Il devient le nouvel instrument de propagation du fondamentalisme qui s'avance masqué, drapé dans les atours de la victime.

L'habileté de cette invention est de rétablir le délit de blasphème à l'encontre des grands systèmes de la foi. On confond l'intolérance religieuse qui relève des tribunaux, avec le libre examen d'une doctrine. Autant le racisme s'adresse aux personnes coupables d'être ce qu'elles sont, le Noir, l'Arabe, le Juif, le Blanc, autant l'opinion portée sur une confession peut varier et toucher à des dogmes toujours susceptibles d'exégèse, de discussion.

Eveiller la culpabilité occidentale

Depuis quand une grande religion est-elle une race ? Depuis quand le jugement qu'on porte sur elle constitue-t-il un délit ? On a le droit de détester telle ou telle confession et de le dire. L'islam est une maison divisée entre progressistes et traditionalistes que le souvenir de sa grandeur perdue emplît de tristesse et de haine. Cette blessure, les fondamentalistes voudraient la cicatrifier au plus vite, en l'imputant aux croisés, mécréants, sionistes alors que les réformateurs voudraient l'ouvrir plus encore afin de provoquer une secousse vitale.

Le concept d'« islamophobie » voudrait éveiller notre culpabilité d'Occidentaux. Mais il est avant tout un outil de police interne à l'égard des musulmans libéraux qui osent critiquer leur confession. Il faut les désigner, ces renégats, à la vindicte de leurs coreligionnaires, les dire imprégnés d'idéologie coloniale pour bloquer tout

espoir d'une mutation, avec l'onction des supplétifs et des idiots utiles de la gauche et de la droite, toujours à l'affût d'un nouveau racisme et certains de tenir avec l'islam le dernier sujet opprimé de l'histoire.

Nous assistons bien depuis vingt ans à la fabrication d'un nouveau délit d'opinion. Il s'agit de stigmatiser ces jeunes femmes qui souhaitent s'affranchir du voile, épouser qui elles aiment et non pas qui on leur impose, foudroyer ces Français, ces Allemands, ces Anglais d'origine maghrébine, turque, africaine qui réclament le droit à l'indifférence religieuse et veulent vivre leur vie sans allégeance à leur communauté d'origine. Bref, on déplace la question du plan intellectuel ou théologique au plan pénal, toute objection, moquerie ou réticence étant passible de poursuites.

Contre-exemple flagrant : alors même que les chrétiens en terre d'islam sont persécutés, tués, poussés à l'exode, le mot « christianophobie » ne prend pas et ne prendra jamais. Etrange raté : nous avons du mal à nous représenter le christianisme autrement que comme une religion de la conquête alors qu'il est aujourd'hui celle du martyr, au moins au Proche-Orient. On peut en France, pays de tradition anticléricale, ridiculiser Moïse, Jésus, les représenter dans toutes les postures même les plus obscènes, mais on ne devrait jamais rire de l'islam. Lui seul devrait échapper à l'opprobre, à la moquerie. Quelle présomption ! D'autant que les actes antireligieux en France touchent les chrétiens même s'ils augmentent proportionnellement pour les juifs et les musulmans.

C'est bien parce que la France laïque considère ses citoyens musulmans comme des égaux qu'elle a voté la loi sur le voile. L'islam fait partie du paysage français et européen, il a droit à cet égard à la liberté de culte, à des lieux de prière corrects et au respect. A condition qu'il respecte lui-même les règles républicaines, ne réclame pas un statut extraterritorial, droits spéciaux, dérogation de piscine et de gymnastique pour les femmes, enseignement et cantine séparés, faveurs diverses. Ce qu'on peut lui souhaiter de mieux, ce n'est pas la « phobie » ou la « philie » mais l'indifférence bienveillante dans un marché de la spiritualité ouvert à toutes les croyances. Mais de cette indifférence, les intégristes ne veulent pas. Cela voudrait dire que l'islam est une religion parmi beaucoup, constat intolérable à leurs yeux. Elle ne peut pas être l'égal des autres puisqu'elle leur est supérieure à toutes. C'est bien le problème ! ■